

AFGHANISTAN

Un an après le retour des talibans, le chaos

La famine sévit, les libertés sont réduites à néant, surtout celles des femmes, l'économie est au point mort... Un an après la reprise du pays par les talibans, le régime tient par la terreur et l'Afghanistan semble s'enfoncer chaque jour un peu plus dans la crise.

Il avait promis un régime plus souple, la sécurité et la stabilité du pays. Un an après leur retour au pouvoir, les talibans semblent avoir gardé un très lointain souvenir de leurs promesses. Depuis leur prise de Kaboul, le 15 août 2021, l'Afghanistan s'enfoncé jour après jour un peu plus dans le chaos. L'économie est au point mort depuis l'arrêt des aides internationales qui représentaient auparavant 80 % du budget de l'État.

« Le seul revenu, ce sont les taxes qu'ils prélèvent. Sinon, il n'y a plus d'activité économique », commente Karim Pakzad, chercheur associé à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques), spécialiste de l'Afghanistan.

Une situation catastrophique qui a entraîné le pays au bord de la famine : « La crise humanitari-

re existait avant, mais depuis que les talibans sont au pouvoir, un certain nombre d'avoirs ont été gelés par Washington, ce qui l'amplifie : 24 millions d'Afghans sont menacés de famine. Et au mois de mai, on estimait que plus d'un million d'enfants étaient en sévère malnutrition. Le chiffre est forcément beaucoup plus important aujourd'hui », détaille Carole André-Dessornes, géopolitologue et chercheuse associée à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Les levées de fonds menées par des ONG se sont révélées largement insuffisantes, même si elles ont permis de sauver des vies : « S'il n'y avait pas l'aide humanitaire, il y aurait eu des dizaines de mort de famine l'hiver dernier », assure Karim Pakzad.

Les droits de l'homme en recul

Dans ce pays où l'insécurité progresse, avec une recrudescence du nombre d'attaques qui touchent des civils, les droits reculent. « Ils censurent, ils arrêtent et ils se maintiennent aujourd'hui par un système de terreur qu'ils appliquaient déjà quand ils sont arrivés pour la première fois au pouvoir », avance Carole André-Dessornes.



Les femmes et les enfants paient un lourd tribut depuis un an. Les premières ont vu leurs droits bafoués et au moins un million d'enfants souffriraient de sévère malnutrition d'après l'Onu. Photo Sipa/AP/Ebrahim NOROOZI

Le régime a dissous la Commission des droits de l'homme (AIHRC), organisme qui surveillait notamment les violences commises contre la population. La Commission électorale et le Haut conseil national pour la réconciliation, chargé de promouvoir la paix, ont subi le même sort. La presse libre a été supprimée. La religion chiite a

disparu de la Constitution ; elle représentait pourtant 20 % des musulmans du pays (qui compte 80 % de sunnites).

« On retombe en plein Moyen Âge »

Et les femmes et les filles semblent les plus grandes perdantes de ce nouveau régime. « Un an après, elles n'ont pas le droit d'al-

ler à l'école. Et chaque jour qui passe, les talibans prennent des décisions antiféministes. Les femmes sont de plus en plus mises à l'écart de la société », constate Karim Pakzad. Carole André-Dessornes décrit la perversité du nouveau régime envers elles : « Dans les années 1990, il y avait beaucoup de scènes publiques de lapidation pour

mauvaises conduites ou mauvaises tenues. Aujourd'hui, c'est plus vicieux parce que lorsqu'une femme se fait arrêter par la police des mœurs, ils ne la punissent pas elle, mais ses tuteurs, père, mari ou frère. Indirectement, ils les poussent à empêcher les femmes de sortir. »

Et la crise économique n'arrange rien à leur situation : « On assiste à une recrudescence du nombre de mariages précoces – qui existaient déjà, notamment à la campagne – de filles de 11, 12 ou 13 ans, alerte la chercheuse. En Afghanistan, la dot est versée à la famille de la mariée. Vous avez des pères qui marient leur fille pour avoir un dot et assurer la survie du reste de la famille. La crise économique, la crise humanitaire, l'absence d'avenir, les pressions familiales, augmentent le nombre de ces mariages. On retombe en plein Moyen Âge. Toutes ces jeunes femmes qui ont pu s'émanciper, faire des études, arriver à des postes importants, tout a été détruit en un claquement de doigt par les talibans », déplore Carole André-Dessornes qui conclut : « On a une société qui est complètement cassée, même fracassée. »

Aurélië BIDAUT

Retour à la case départ

Une gifle pour l'Occident. Le 15 août 2021, après 20 ans de présence dans le pays, les États-Unis sont contraints de précipiter leur départ après la prise de Kaboul par les talibans. L'Otan, première puissance militaire au monde, est mise à la porte par une organisation djihadiste. Un retour à la case départ pour l'Afghanistan, où les États-Unis étaient intervenus après les attaques d'Al Qaïda le 11 septembre 2001, pour éliminer ce mouvement terroriste basé dans le pays.

« Les Américains ne laisseront pas l'Afghanistan comme ça »

Vingt ans après, « ce qui est à craindre, c'est que l'Afghanistan redeviennne une plateforme du terrorisme... », s'inquiète même Carole André-Dessornes. Une crainte que la liquidation il y a deux semaines à Kaboul du nouveau chef d'Al Qaïda par les États-Unis, semble justifier. Pour Karim Pakzad, il n'est pas exclu que les talibans, en manque de légitimité, aient donné Al Zawa-

hiri aux Américains. « Leur réaction a été très très modérée, et ils affirment ne pas savoir quand et comment Al Zawahiri est arrivé à Kaboul... Alors qu'ils contrôlent tout ! », souligne-t-il. Il relève aussi le double jeu des Occidentaux qui, bien qu'ils ne reconnaissent pas l'État taliban, « discutent avec eux pour en obtenir des concessions ». Selon lui, « les Américains ne laisseront pas l'Afghanistan comme ça. L'Afghanistan a une place géopolitique importante : voisin de l'Iran, pas loin de la Russie, voisin de la Chine ».

A.B.

« Les talibans n'ont rien donné comme ouverture à la société. »

Karim Pakzad, chercheur associé à l'Iris, expert de l'Afghanistan

Des oppositions à l'intérieur et à l'extérieur

Un an après la prise de pouvoir, et malgré une légère ouverture du mouvement à d'autres ethnies, comme des Ouzbeks et des Tadjiks, les talibans issus de l'ethnie pachoune n'en ont associé aucune autre à leur gouvernement. Et ce en dépit des Accords de Doha (2020), signés entre les États-Unis et les talibans, qui promettaient un gouvernement à l'image de la société afghane, multiethnique. Résultat : le régime des talibans n'est reconnu par aucun pays.

Et à l'intérieur même du mouvement fondamentaliste, la situation n'est pas si évidente. « On a des divisions, des très grandes frictions au sein du mouvement, qui n'est pas du tout homogène, contrairement aux années 1990 », décrit Carole André-Dessornes. Malgré la dureté du mouvement et sa politique radicale, une nouvelle génération encore plus extrémiste n'hésite pas à quitter les rangs talibans pour l'organisation État islamique, un de ses principaux ennemis.

L'espoir du Front national de résistance

Et l'opposition ne vient pas seulement de l'intérieur du mouvement. Malgré l'énorme pression sur elles, « des femmes continuent à manifester pour leurs droits, dans les grandes villes », assure Carole André-Dessornes. Samedi dernier, une quarantaine a défilé dans les rues de la capitale... dispersées par les tirs des combat-

tants islamiques. La diaspora qui a fui le pays mène la fronde depuis l'étranger. Et l'opposition ne vient pas seulement de la société civile : « Les chefs des partis des autres groupes ethniques, même s'ils ont quitté l'Afghanistan, gardent d'une manière ou d'une autre leurs influences », assure Karim Pakzad qui estime que « le pouvoir des talibans est très fragile ».

Ahmad Massoud, l'espoir ?

« On peut parler également de deux ou trois autres mouvements de résistance armés. Le plus connu est celui d'Ahmad Massoud, le fils du commandant Massoud », poursuit le chercheur. Certes, avec environ 3 000 hommes, les ressources du Front national de résistance (FNR) qu'il mène semblent très limitées. Mais pour Carole André-Dessornes, il constitue un espoir : « Beaucoup d'anciens militaires de l'armée afghane le rejoignent, parce qu'il y a une chasse menée par les talibans contre eux et contre tous ceux qui ont collaboré avec les Occidentaux. Ce qu'on peut espérer, c'est que cette chasse pousse de plus en plus d'Afghans à vouloir rejoindre le FNR. Il représente encore un espoir, même si pour l'instant il reste très mince, qui permet aux Afghans de ne pas complètement baisser les bras. »

A.B.

2 106

C'est le nombre de civils victimes d'attaques en Afghanistan depuis le 15 août 2021, selon un rapport de l'Onu. Parmi ces victimes, 700 sont mortes, dont 159 enfants.

LES DATES CLÉS

- **Le 15 août 2021**, les talibans investissent le palais présidentiel de Kaboul à l'issue d'une offensive fulgurante entamée en mai à la faveur du début du retrait d'Afghanistan des forces américaines et de l'Otan. L'effondrement de l'armée et du gouvernement afghan précipite les opérations de retrait des militaires américains et de leurs alliés civils afghans.
- **Le 30 août**, l'armée américaine quitte l'Afghanistan, mettant fin à deux décennies de présence dans le pays.
- **Les 7 et 8 septembre**, est nommé un gouvernement, largement trépassé par des responsables historiques du mouvement taliban dans les années 1990 et qui ne comprend aucune femme ministre. Les Occidentaux déplorent un gouvernement ni « inclusif », ni « représentatif » de la diversité ethnique et religieuse du pays, comme le nouveau régime s'y était engagé.
- **Le 23 mars 2022**, les talibans font refermer aux filles les lycées et collèges, quelques heures à peine après leur réouverture pourtant annoncée de longue date.
- **Début mai**, le chef suprême des talibans ordonne aux femmes de porter un voile intégral en public, de préférence la burqa.
- **Le 17 mai**, le régime annonce la dissolution de la Commission des droits de l'homme, organisme qui surveillait les violences contre la population. La Commission électorale et le Haut conseil national pour la réconciliation, chargé de promouvoir la paix dans le pays, ont subi le même sort.

TTE-GE1 02

Réfugiées en France, elles racontent l'enfer des Afghanes

« Les talibans ne peuvent pas éliminer les femmes afghanes de la société [...] ce crime est impardonnable. » Ces mots flottent dans un jardin de Massy. Nous sommes dans l'Essonne, à une heure au sud de Paris, au centre provisoire d'hébergement de la Cimade.

L'association – qui vient en aide aux réfugiés depuis 1939 – a conçu une petite exposition, un an après la prise de Kaboul par les fondamentalistes islamistes. Sur les banderoles, on peut lire la tristesse, la colère et la détermination des Afghanes, et plus particulièrement des Afghanes. Ils sont une trentaine, parmi les 115 résidents, hébergés par l'ONG.

La plupart sont là depuis plusieurs années. Quelques-uns sont arrivés récemment, après la prise de pouvoir des talibans. C'est le cas de Shokria, 25 ans, en France depuis février dernier.

Elle a vécu les premières semaines du régime taliban avant de fuir en Iran avec sa fille. D'un ton calme, elle raconte le retournement brutal de sa vie à partir du 15 août 2021. « On n'avait pas le droit de se déplacer sans être accompagnés d'un homme. On devait se couvrir avec un voile intégral. C'était difficile. »

« Les talibans étaient partout. J'étais effrayée »

Professeure de langues dans une école primaire de Kaboul, Shokria ne peut alors plus exercer son métier. Femme et intellectuelle, elle devient une cible. Elle décide donc de fuir. « C'était très compliqué de partir. Il y avait beaucoup de peur. Les talibans étaient partout.



Shokria et Basira vivent avec une trentaine de compatriotes dans le centre provisoire d'hébergement de la Cimade, à Massy (Essonne). Photo Ebra/P.Ch.

J'étais très effrayée. »

Un mois après la prise de Kaboul, elle reçoit un message – dont elle ne dévoile pas l'auteur – lui indiquant qu'elle peut franchir la frontière, à l'ouest. Il lui faudra attendre encore quatre mois en Iran pour obtenir un visa et retrouver son mari dans l'Hexagone, grâce à la procédure de réunification familiale.

Depuis Massy, elle communique régulièrement avec des amies restées au pays. « J'ai des contacts par les

réseaux sociaux ». Elles ne peuvent pas aller faire les courses seules. Elles sont enfermées à la maison, poursuit Shokria. Les filles n'ont plus le droit d'aller à l'école. »

Basira, 18 ans, n'a, elle, pas vécu directement l'horreur talibane. Avec sa mère, ses deux frères et sa grand-mère, elle a fui un an avant la chute de la république islamique. Mais deux de ses sœurs vivent toujours en Afghanistan.

« Même pas considérées comme des humains »

« Elles étaient déjà mariées, explique la jeune femme. C'est très difficile pour elles de quitter le pays. »

En contact quotidien avec ses sœurs, elle peut témoigner de la dégradation continue des droits des Afghanes. « Elles ne sont même pas considérées comme des êtres humains. Elles sont privées de leurs droits les plus essentiels. »

Basira et Shokria ne comprennent « pas pourquoi le monde est si silencieux ». « Je demande à l'État français et aux gouvernements du monde entier de soutenir les femmes afghanes pour qu'elles puissent retrouver leur vie d'avant », plaide la plus jeune qui envisage de rentrer un jour en Afghanistan « si on a les mêmes droits qu'ici, en France ».

Pierre CHARLES

« Le téléphone n'est pas formellement interdit aux Afghanes, mais il est mal vu par le régime. La plupart des femmes l'utilisent en cachette. »